

Quel autoritarisme ? Le triangle de fer de la politique argentine

David Copello *

Il y a un danger avéré dès l'arrivée de Javier Milei au pouvoir, un danger représenté par ce nouveau personnage politique qui a été assez largement sous-estimé à la fois par les élites politiques locales qui se sont alliées à lui, dans une assez large mesure, et qui lui ont permis, si ce n'est de gagner les élections, du moins d'asseoir une forme de gouvernabilité depuis un an. Puis, une dangerosité ignorée aussi par une certaine partie conséquente des observateurs internationaux qui l'ont d'abord vu comme une espèce de clown amusant pour ensuite le voir comme une sorte de modèle libéral dont les recettes pourraient être appliquées ailleurs, notamment ici en France.

Il y a un véritable glissement, une tentation autoritaire dans ce gouvernement qui est incarné par Javier Milei qui représente une forme de rupture, ou au moins de tension, à mon sens avérée, avec un certain nombre d'institutions démocratiques qui se sont mises en place dans le pays depuis 1983.

Le triangle de fer de l'autoritarisme

Pour moi, le triangle de fer de l'autoritarisme, il renvoie à trois voies, trois directions, trois trajectoires possibles d'une évolution non-démocratique. Certaines de ces trajectoires sont assez classiques et d'autres le sont un peu moins. La première de ces trajectoires, c'est le renforcement du pouvoir des forces armées, que je vais aborder dans un premier temps pour montrer que cela me paraît assez limité comme analyse de ce qui est en train de se passer en Argentine.

Un deuxième aspect, c'est le renforcement du pouvoir exécutif et une forme de déséquilibre entre les pouvoirs qui est en train de se mettre en place, qui me paraît plus parlant pour analyser la situation actuelle. Et puis un troisième point qui me paraît intéressant et peut-être à explorer, qui relève d'une forme d'anomie, d'évidement institutionnel, de chaos institutionnel qui est en train de se mettre en place depuis une grosse année en Argentine et qui me paraît le point le plus saillant peut-être de cet autoritarisme miléiste.

Les forces armées

Est-ce qu'on assiste à un retour des forces armées comme un « facteur de pouvoir », comme disait Alain Rouquié à propos du rôle de l'armée dans la politique argentine il y a quelques dizaines d'années ? L'armée ou les forces armées de manière générale, c'est la forme la plus évidente de l'autoritarisme. Celle qu'on attend, celle à laquelle on s'attend. Celle qui est à la fois bien incarnée par le passé bien connu des dictatures militaires argentines mais aussi latino-américaines du XXe siècle.

A présent dans la région latino-américaine il y a d'abord un renforcement de l'utilisation des militaires comme outil de répression. C'est des choses qu'on peut voir à la fois au Nicaragua mais aussi au Salvador de manière très illustrative avec l'invasion du parlement par les forces armées salvadoriennes en 2020. Puis un renforcement de l'armée dans le pouvoir politique. Ce sont des choses auxquelles on a assisté, ou on assiste, à la fois au Brésil sous Bolsonaro ou au Venezuela actuel sous Nicolas Maduro : 30, 40, 50 % de ces gouvernements sont constitués de militaires. A mon sens, l'Argentine ne se situe pas dans ce cadre là. C'est dommage parce que ce serait quelque part confortable de pouvoir l'analyser de cette manière là. Mais c'est aussi tant mieux

évidemment, même si on assiste à un accroissement de la répression d'un certain nombre d'activités de l'opposition. Je dirais qu'il y a un certain nombre de manifestations très massives en Argentine depuis un an et quelques qui sont relativement ponctuelles, ce qui n'empêche pas une répression forte par la police. Il y a un rapport du Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS) de fin 2024 qui indiquait que depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, il y avait eu 723 blessés dans des manifestations dont 50 journalistes.

On voit très fréquemment dans ces manifestations des images d'enfants, de personnes âgées, de retraités notamment molestés par les forces de l'ordre et on assiste de manière plus générale à ce qu'on a appelé en Argentine ces derniers temps une spectacularisation de la répression. Celle-ci a des effets réels sur une forme de mise au pas, de timidité du corps social dans sa volonté éventuelle de se révolter contre ce gouvernement. On a assisté aussi à un certain nombre de mesures législatives : réformes du protocole de maintien de l'ordre ; extension du droit d'utilisation des armes à feu par les forces de police, etc. En novembre 2024, l'organisation CORREPI qui documente les violences policières en Argentine depuis une trentaine d'années, a estimé qu'on avait assisté à 108 cas de « gatillo facil » depuis l'arrivée au pouvoir de Milei, ce qui est un peu supérieur au chiffre de 2023 et de 2022 du gouvernement précédent (mais sur 12 mois). Donc on a une forme d'accentuation des cas de « gatillo facil », c'est-à-dire les gens tués par la police dans des contextes de violences policières. Mais à mon sens ce durcissement de la répression, il ne signifie pas qu'il y a une centralité des forces armées comme pouvoir politique dans l'Argentine de Milei. Si vous prenez la loi de sécurité nationale qui fait partie des projets du gouvernement, qui voudrait pouvoir faire intervenir l'armée dans les questions de sécurité interne, cette loi est plus ou moins bloquée au parlement pour le moment.

Un autre élément assez illustratif : les réclamations salariales des gendarmes, il y a quelques semaines, ont été rejetées par la ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, qui a répondu aux gendarmes qu'ils ne seront augmentés cette année que de 5%. « On gagne tous très mal notre vie », a répondu la ministre de la Sécurité aux gendarmes qui formulaient des réclamations salariales, en grande partie rejetées. Donc ça montre le statut assez marginal des forces de sécurité dans le schéma du pouvoir actuel.

Renforcement du pouvoir exécutif

Le deuxième aspect qui me paraît peut-être plus intéressant, c'est la dimension de renforcement du pouvoir exécutif au détriment des pouvoirs législatifs et judiciaires, et je voudrais en discuter rapidement trois aspects ici.

1- la confrontation avec le pouvoir judiciaire et notamment la Cour suprême.

2- La contestation du pouvoir législatif.

3- Le leadership particulier de Milei.

1-Sur les liens avec la Cour suprême, on a assisté il y a quelques semaines au passage en force du président Milei pour nommer deux juges de la Cour suprême argentine.

Il y avait deux postes qui étaient vacants dans cette institution suprême du système judiciaire argentin, et ces deux membres furent nommés par décret à la fin du mois de février, ce qui va à l'encontre de la procédure normale qui voudrait que les membres de la Cour suprême soient nommés avec une approbation par une majorité qualifiée du Sénat.¹

Ce qui est intéressant, c'est que dans l'histoire présente argentine, il y a un précédent. Le président Mauricio Macri, de centre droit (en tout cas par rapport à Milei), avait fait la même chose en décembre 2015. Mais les juges n'ont pris leur poste que six mois après que leur nomination ait été

approuvée par le Sénat. Le geste était le même, mais la mise en œuvre avait été moins conflictuelle vis-à-vis du fonctionnement habituel des instances judiciaires.

2- Les procédures d'intimidation menées par le gouvernement vis-à-vis du pouvoir législatif, doivent être analysées en regard de la minorité législative dont jouit le gouvernement actuel. C'est un gouvernement qui est en minorité dans les deux chambres pour le moment. Ce qui n'a pas empêché d'obtenir de ces chambres un certain nombre de facultés exceptionnelles pour légiférer par décret de manière exceptionnelle pendant une certaine période.

Un des aspects intéressants de ce gouvernement, c'est que le Parlement lui-même a voté pour auto-limiter son propre pouvoir. Ce qui n'a pas empêché une forme d'agressivité très marquée de la part du gouvernement et du Président vis-à-vis des parlementaires. Une des premières choses marquantes survenues au cours de l'année écoulée, ça a été la vidéo de Milei grimé en Terminator en train d'exterminer à la mitraillette les députés de l'opposition, qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux.

Le 1er mars, au moment de son discours d'ouverture des sessions parlementaires, Milei, en annonçant un certain nombre de mesures controversées, fut interrompu par un des députés de l'opposition « dialoguiste » le radical Facundo Manes. Celui-ci brandissait le livre de la Constitution nationale pendant le discours de politique générale de Milei, qui s'interrompt et lui dit « Manes, no aprendiste nada, te falta mucha lectura, Manes etc etc ». Cette petite incartade de Milei dure quand même assez longtemps, où il s'en prend directement, d'une manière un peu agressive, à ce député qui, à la sortie, a été molesté physiquement par des proches du président et de son entourage.

3 – Abordons maintenant la dimension autoritaire du leadership de Milei, en tant que personnage. Dans *La mort des démocraties* de Steven Levitsky et Daniel Ziblatt, les auteurs ont essayé de créer un test réactif pour identifier des personnalités antidémocratiques. C'est un livre qui parle surtout de la première présidence de Trump mais qui est nourri de toute une série de cas, notamment latino-américains.

Leur test repose sur quatre critères pour identifier une personnalité autoritaire et antidémocratique. Premier critère : le rejet ou la faible adhésion aux règles du jeu démocratique de la part de ce leader. Une des questions qui permettent de tester ce rejet c'est : est-ce que le leader tente de saper la légitimité des élections en refusant le verdict ? Il faut se rappeler que juste avant les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle en novembre 2023, Milei et ses partisans avaient soutenu que les résultats allaient être truqués et qu'il devraient être contestés. Donc c'est quelque chose qui fait partie du logiciel miléiste et on va voir dans quelle mesure il sera réactivé ou pas au moment des élections de mi-mandat qui auront lieu en octobre 2025.

Le deuxième critère repose sur la contestation de la légitimité de l'opposition politique. On en a des exemples presque quotidiennement. Milei a traité le 15 février 2025 la caste politique - les journalistes et l'opposition - de « ratas inmundas » (rats immondes), une expression parmi d'autres.

Le troisième critère consiste en une forme de tolérance ou d'encouragement à la violence de la part du leader. Par exemple en endossant tacitement la violence de ses partisans, en refusant de la condamner et de la punir sans ambiguïté. Donc quand Milei dit « ratas inmundas » c'est pour dire que ce n'est pas vrai, « le député de l'opposition n'a pas été molesté, vous êtes des menteurs, arrêtez vos histoires. »

Le quatrième et dernier critère est rempli quand le leader a une propension à restreindre les libertés de l'opposition et des médias en approuvant des textes restreignant les libertés civiques comme l'extension du champ de la diffamation, la restriction des manifestations, d'organisations politiques ou civiques ou de la critique du pouvoir. Comme notamment la proposition de loi limitant à trois personnes les rassemblements dans l'espace public.

Un autoritarisme anémique ?

Le dernier point que je voulais aborder dans cet essai de compréhension du triangle de fer de l'autoritarisme argentin, c'est la dimension a-institutionnelle de ce à quoi on est en train d'assister à travers ce gouvernement. On associe généralement l'autoritarisme à une centralisation du pouvoir dans un groupe militaire, dans un leader, etc. Mais l'autoritarisme, il peut aussi passer par la dynamique inverse de la centralisation.

Le juriste et philosophe allemand Franz Neumann, dans son livre « Behemoth », décrivait le nazisme, non pas comme une monocratie mais comme une polycratie, soit un système politique où plusieurs personnes, partis, familles ou clans mènent des politiques différentes à l'intérieur du même État. Une situation politique dans laquelle on assiste à un conflit permanent entre différents secteurs et membres de l'élite politique qui aboutit sur une désinstitutionnalisation de l'État, du fonctionnement du politique, sur une privatisation finalement du pouvoir. Et à mon sens, on assiste dans une certaine mesure, à une dynamique polycratique dans le cadre de la présidence de Milei.

Quelques éléments permettent d'en attester :

D'abord le turnover impressionnant des membres de la haute administration publique. Pablo Salinas, qui fait un suivi régulier des démissions dans la haute fonction publique de Milei, a comptabilisé 123 démissions dans des postes de la très haute fonction publique dans le gouvernement de Milei (à partir du grade hiérarchique de sous-secrétaire) : ça veut dire une démission tous les quatre jours, d'après son dernier décompte du mois de février, ce qui témoigne quand même d'un haut niveau de conflits et d'instabilité interne de ce gouvernement.

Ensuite, un deuxième élément c'est qu'une partie importante du pouvoir sous l'administration de Milei se déplace vers des lieux non institutionnels. Santiago Caputo et Karina Milei sont des belles incarnations de cette dynamique. Santiago Caputo, c'est une des personnes les plus puissantes aujourd'hui en Argentine, qui n'est pas ministre, qui ne fait pas partie du gouvernement. Il s'agit simplement d'un consultant externe qui facture ses prestations à la présidence, et qui de ce fait échappe complètement à l'ensemble des règles permettant de réguler les conflits d'intérêt dans la politique argentine, et qui pourtant exerce un rôle complètement central. Par exemple, c'est lui qui a pris contact avec le juge Manuel García-Mansilla qui vient d'être nommé à la Cour suprême. García-Mansilla n'a eu aucun contact direct avec Javier Milei, mais d'après son propre témoignage, c'est Santiago Caputo qui l'a convoqué et qui lui a proposé d'être membre de la Cour suprême. ¹

Autre exemple : Karina Milei est secrétaire générale de la présidence (en plus d'être la sœur de Javier Milei) et ses fonctions dépassent très largement les attributions officielles. Elle est soupçonnée d'avoir touché un certain nombre de commissions financières pour organiser des rencontres avec le président. Elle est aussi liée au scandale des crypto-monnaies qui a éclaté il y a quelques semaines, une espèce de mélange de corruption et abus de pouvoir, un mélange des genres : le président qui veut se défendre demandant au ministre de la justice de le défendre, alors que ce n'est pas le ministre de la justice qui s'occupe de ces choses-là.

Confusion, fragmentation... ce que je voudrais dire pour terminer, c'est que l'autoritarisme, ça peut passer par une confiscation des institutions au profit d'une centralisation du pouvoir, mais ça peut aussi passer par une forme de pourrissement interne des institutions de la démocratie. Et à mon sens, on est en train d'assister à des dynamiques qui relèvent de cette logique-là aujourd'hui en Argentine. Et d'ailleurs, Milei lui-même l'avait annoncé alors qu'il était président de la République. Je cite, « Je suis la taupe qui est venue détruire l'État de l'intérieur ».

Paris, le 10 mars 2025

* Extraits de la transcription de l'intervention de David Copello, maître de conférences en sociologie politique à l'Institut Catholique de Paris, membre de l'Unité de Recherche « Religion, Culture et Société », vice-président de l'Observatoire de l'Argentine Contemporaine.

1- Le Sénat a refusé la nomination par décret des deux juges et Manuel García-Mansilla a du démissionner.